



Le REESIRAC est né... bon vent en cette période propice aux souhaits ! Page 2

11 décembre 2016 à Gaoua : 70 récipiendaires ont reçu leurs médailles. Page 3

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°239 du jeudi 15 décembre 2016 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

- **Jobs Campus.** P. 14.
- **Activités du gouvernement.** P. 6

La médecine militaire se penche sur les grands défis de santé

 Page 8



Le REESIRAC est né... bon vent en cette période propice aux souhaits !

Cameroun



Les membres du conseil.

Le 08 décembre 2016 s'est tenue, à Douala au Cameroun, la première rencontre du Réseau des Établissements d'Enseignement Supérieur et Instituts de Recherche d'Afrique Centrale (REESIRAC), dont le point d'orgue a été la désignation des membres du Conseil exécutif, l'adoption des statuts et du règlement intérieur et enfin la composition des commissions spécialisées du réseau.

Au titre des membres du Conseil exécutif sont désignés pour un mandat de 2 ans non renouvelable :

- Président : Recteur Université Omar Bongo (Gabon)
- Vice-Président : Recteur de

- l'Université de Kisangani (RDC)
- Secrétaire général : Recteur de l'université de Dschang (Cameroun)
- Secrétaire général adjoint : Rectrice de l'Université Agostinho Neto (Angola)
- Trésorier : Recteur de l'université d'Abéché (Tchad).

Sur les 5 commissions spécialisées instituées par le réseau, 3 ont été attribuées aux établissements suivants :

- Université nationale de Guinée Équatoriale : TIC
- Université Marine Nguabi (Congo) : Recherche et Innovation
- Université de Bangui (RCA) : Documentation.
- Les commissions en charge du LMD

et de l'assurance qualité sont en instance d'attribution. Enfin, le statut et le règlement intérieur du REESIRAC ont été adoptés par consensus, après modifications enregistrées en séance.

Le SG du CAMES, tout en se tenant à l'écoute des activités à venir du REESIRAC, félicite les Établissements d'Enseignement Supérieur et Instituts de Recherche d'Afrique Centrale pour cette initiative. Il les encourage à œuvrer davantage en synergie, pour faire de l'enseignement supérieur et de la recherche des véritables leviers de développement des États de l'Afrique Centrale.



11 décembre 2016 à Gaoua :

70 récipiendaires ont reçu leurs médailles

Région du Sud-Ouest



Médailles remises aux 70 récipiendaires.

La place de l'ancien gouvernorat de Gaoua a servi de cadre pour les festivités du 11 décembre 2016. C'est une foule composée de civils et de militaires sortie lors de cette commémoration des cinquante-six (56) ans d'indépendance du Burkina Faso. La cérémonie était présidée par le gouverneur de la région du Sud-Ouest Tagsseba NITIEMA.

C'est à travers décoration, défilés sous fanfares militaires et chant de l'hymne nationale que les populations de la région du Sud-Ouest ont commémoré, le 56^{ème} anniversaire de l'accession à l'indépendance du Burkina Faso jadis République de Haute-Volta sous le

thème "*Démocratie, défis sécuritaire et progrès économique et social*". Dans son discours, le gouverneur Tagsseba NITIEMA a rendu un hommage mérité aux dignes filles et fils du Burkina pour les énormes sacrifices qu'ils ont consenti parfois même dans le sang pour conquérir la souveraineté dont tout le peuple bénéficie aujourd'hui. Il a aussi situé le contexte qui s'inscrit dans une atmosphère marquée d'actes terroristes et de grands banditismes à l'échelle nationale voire internationale.

De l'étape de la cérémonie de décoration

Pour la présente commémoration qui

coïncide avec une période importante de l'histoire politique de notre pays, avec l'effectivité de la mise en place des différentes institutions républicaines et leur fonctionnalité, le Gouverneur Tagsseba NITIEMA n'a pas manqué dans son discours d'interpeller les citoyens à éviter tout comportement tendant à mettre en mal la paix, la cohésion sociale et le bon fonctionnement des institutions républicaines.

Pour cette année 2016, la région compte au total soixante-dix (70) récipiendaires répartis comme suit : dix (10) dans l'ordre national dont un (1) Officier et neuf (9) Chevaliers ; dix-neuf (19) Chevaliers dans l'ordre du mérite ; seize (16) pour la

La suite à la page 4.



La suite de la page 3.



Population de Gaoua accueillant les autorités venues de Kaya avec le flambeau.

médaille d'honneur des collectivités territoriales et vingt-cinq(25) dans l'ordre des palmes académiques. Le Gouverneur a aussi demandé à chacun et chacune, d'éteindre les passions politiques, d'oublier les rancunes, d'éviter les disputes et les mesquineries qui sont de nature à créer un climat social intolérable au sein des communautés ou au sein de la région. Il a profité de cette occasion pour annoncer à toute la population du Sud-Ouest, aux parents et amis la réception du flambeau dans la soirée du onze(11) décembre 2016 à Kaya. Il a de ce fait invité à une forte mobilisation et organisation pour accueillir avec triomphe et allégresse ce témoin signe d'union et de solidarité pour accomplir avec brio cette noble mission.

De l'étape de l'arrivée du Flambeau de Kaya à Gaoua

Prévu pour 16 heures, c'est finalement à 18 h30mn que la délégation régionale est arrivée à Gaoua avec le flambeau venu de Kaya. C'est une population joyeuse et sortie nombreuse pour accueillir le flambeau que l'on pouvait apercevoir. Plusieurs centaines de personnes sur des motos ou dans des véhicules klaxonnant ont fait le tour de la ville de Gaoua avant de se rassembler sur la place du gouvernorat pour présenter officiellement le flambeau. Le gouverneur Tagsseba Nitiéma au vue de la mobilisation n'a pas manqué de manifester sa joie quant à l'adhésion de la population à cette célébration de la fête du 11 décembre 2016. La délégation régionale avant d'arriver à Gaoua, a fait des escales

dans les communes de Oronkua, Dano, Diébougou, Tiankoura, Bouroum-Bouroum. Le flambeau a été aussi présenté aux populations des communes de Gbomblora et Batié le 13 décembre 2016. Les populations de la région du Sud-Ouest présentes à l'arrivée du flambeau ont remercié les autorités nationales pour le choix de la région. C'est ainsi parti pour la commémoration des festivités du 11 décembre 2017 à Gaoua.

Kissogo Abdoul Karim Ouattara pour SCI



Don de sang : L'association Beog-neeré met en place des clubs de donneurs bénévoles

Région du Nord



Les autorités présentes à la cérémonie.

L'association Beog-neeré est la structure regroupant les donateurs bénévoles de sang dans la ville de Ouahigouya. Dans la perspective d'intégrer le monde scolaire dans cet acte salvateur, des clubs ont été installés dans plusieurs établissements secondaires de la ville le 23 novembre 2016.

C'est au cours d'une cérémonie présidée par le ministre de la santé représenté par sa conseillère technique, coparrainée par le Dr Sama ancien directeur de la CAMEG Ouahigouya et Antoine Raogo du laboratoire citoyenneté que le club 25 a été installé en présence des présidents d'honneur le Dr Zalla et le Naaba Kiiba du Yatenga.

Pour le lancement, ce sont cinq établissements dont le lycée Yamwaya hôte de la cérémonie, le lycée Yadega, le Wend-la-mita, la Ste Marie, le lycée municipal qui ont été dotés de club. Chaque club compte

dix membres. Ils sont appelés à travailler ensemble, à être en alerte permanente pour réagir à chaque fois que le besoin y est. Par de système de sms (short message system), ils



Le co-parrain Antoine Raogo.

communiquent ou bien s'invitent pour poser l'acte salvateur qui est de

donner le sang en cas d'urgence.

Tous les intervenants à cette cérémonie ont loué l'utilité de l'initiative qui va sans doute contribuer à sauver des vies.

Selon Mr Mozaïga de l'association Beog-neeré, cette idée de club a été épousée du Brésil. Ils l'ont trouvée importante et l'ont jugée applicable au Faso. Ils ont approché les autorités du Burkina qui à leur tour ont apprécié la manière et ont décidé de la mettre en pratique. Dans un avenir proche, tous les établissements auront leurs clubs au bonheur des banques de sang dans les différents centres de santé. Au cours de la cérémonie, une collecte de sang a été faite et les représentants des établissements ont reçu leurs attestations d'existence des mains des personnalités présentes.

**Omar Clément Ouédraogo pour
SCI**



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Discours de son excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, Président du Faso, ministre de la défense nationale et des anciens combattants
A la cérémonie d'ouverture du premier congrès scientifique du service de santé des Armées

Région du Centre



Le Président du Faso.

Ouagadougou, le 13 décembre 2016

Mesdames et Messieurs
les membres du
Gouvernement

Monsieur le Chef d'Etat-Major
Général des Armées

Monsieur le Secrétaire Général du
Ministère de la Défense nationale et

des Anciens Combattants
Monsieur le Secrétaire Général à la
Défense nationale

Monsieur l'Inspecteur Général des
Forces Armées nationales

Messieurs les Chefs d'Etats-majors
d'Armées

Messieurs les Officiers Généraux
Monsieur le Directeur Central du

service de Santé des Armées

Mesdames et Messieurs les Experts
Mesdames et Messieurs les

Congressistes

Distinguées personnalités

Honorables invités

Mesdames et Messieurs

La tenue du premier Congrès
scientifique du service de santé des

La suite à la page 7.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 6.

Forces armées nationales constitue en soi un fait marquant de la vie de notre Armée.

Au regard de l'importance des missions du service de santé des Forces armées pour l'amélioration des capacités opérationnelles des hommes et des femmes qui ont embrassé le métier des armes, je voudrais saluer le Directeur central du service de santé des Forces armées, ses collaborateurs ainsi que toutes les sommités du monde de la santé pour l'organisation de ce Congrès placé sous le thème « Le Service de Santé des Armées face aux grands défis de santé actuels ».

Le service de santé des armées, comme son nom l'indique, est responsable du soutien médical des Forces armées, en temps de paix et en temps de guerre.

A ce titre, il est présent sur toutes les positions occupées par l'Armée burkinabè et je note avec beaucoup de satisfaction que sa présence y est fortement appréciée.

Partout et dans la discrétion, dans nos hôpitaux, en ville comme en campagne, la contribution du service de santé des armées à la prise en charge médicale des soldats, mais également des populations civiles est

notable.

Cette appréciation positive donne une dimension particulière aux travaux du présent Congrès qui doit réfléchir sur la participation du service de santé des armées aux efforts que nous devons engager pour faire face aux grands défis de santé. Ce congrès permettra en effet, de présenter une des facettes de l'Armée à la population et de créer un cadre de concertations pour le renforcement de la médecine militaire dans notre Pays.

Distinguées personnalités
Mesdames et Messieurs

L'efficacité et la réactivité d'une Armée dépendent essentiellement de la bonne santé mentale et physique des hommes et des femmes qui l'animent. C'est pourquoi, l'accompagnement du service de santé des armées dans la conduite de ses missions est une impérieuse nécessité.

Pour ce faire, il est important que notre pays puisse se doter d'une politique ambitieuse et d'une stratégie à moyen et long terme de développement de la médecine militaire.

Par la même occasion, j'invite les officiers, sous-officiers, militaires du

rang et personnels civils du service de santé des armées à faire des grands défis de santé un combat de tous les jours.

Aussi voudrais-je, en ma qualité de Ministre de la Défense nationale et des Anciens combattants, réaffirmer mon engagement à veiller à ce que les préoccupations du service de santé des Forces armées nationales trouvent des solutions appropriées à la hauteur de nos ambitions communes pour une Armée moderne, républicaine et opérationnelle.

Je voudrais enfin remercier les Représentants des services de santé des pays amis venus pour apporter leur contribution aux travaux du Congrès.

A tous les congressistes, je voudrais vous assurer de l'attention toute particulière que j'accorderai aux conclusions et recommandations qui sortiront de cette rencontre.

Sur ce, je déclare ouvert le premier Congrès scientifique du service de santé des armées tout en souhaitant plein succès à vos travaux.

Je vous remercie.



CAMEROUN

12 au 16 décembre 2016

Atelier de formation à l'assurance
qualité externe - IIFE UNESCO



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La médecine militaire se penche sur les grands défis de santé

Région du Centre



Le Président du Faso saluant les autorités militaires.

Les services de santé des Armées du Burkina tiennent leur premier congrès scientifique du 13 au 14 décembre 2016 à Ouagadougou.

Le Président du Faso, par ailleurs Ministre de la Défense nationale et des anciens Combattants, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE a présidé l'ouverture des travaux. Il avait à ses côtés le parrain du congrès, le ministre de la Santé,

monsieur Smaïla OUEDRAOGO et d'autres membres du gouvernement.

Les experts des services de santé du Burkina Faso, avec à leurs côtés, des collègues venus de la Côte d'Ivoire, du Benin, du Togo, du Niger, du Gabon et du Maroc, sont réunis à Ouagadougou les 13 et 14 décembre à l'occasion d'un congrès scientifique, le premier du genre, organisé sous le thème : « Le service de santé des Armées face aux grands défis de santé

actuels ». Pendant ces 48 heures, ils vont débattre de leur rôle et place en situation de catastrophes sanitaires, et dans les opérations de soutien à la paix. Ils vont également réfléchir sur l'importance du service de santé des Armées dans la lutte contre le VIH et les maladies émergentes.

Ce congrès se veut un cadre d'échanges et de partages d'expériences entre les professionnels de santé des Armées et leurs confrères civils afin de faciliter

La suite à la page 9.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 8.

une meilleure formation continue des personnels.

Selon le directeur central du service de santé des Armées, le médecin Colonel Major Amado KAFANDO, 90% des prestations de ses unités sont aujourd'hui consacrées à la population civile. Les médecins militaires officient dans les hôpitaux nationaux et cette collaboration entre l'armée et le ministère de la Santé gagnerait à être formalisée de l'avis du médecin Colonel Major KAFANDO.

Pour sa part le Président Roch Marc Christian KABORE a salué la discrète mais efficace « contribution du service de santé des Armées à la prise en charge médicale des soldats, mais également des populations civiles ». Le chef de l'Etat a souligné l'importance du personnel médical des Armées dont le travail permet « l'efficacité et la réactivité » des unités d'opération. Il a plaidé pour l'élaboration « d'une politique ambitieuse et d'une stratégie à moyen et long terme de développement de la médecine militaire ». Le Président du Faso a invité les congressistes « à faire des grands défis de santé un combat de tous les jours ».

La Direction de la Communication de la Présidence du Faso



Les participants à la cérémonie.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Communiqué du ministre de la Communication et des relations avec le Parlement: 18e anniversaire de l'assassinat de Norbert Zongo et de ses trois compagnons : Vivement que la lumière se fasse !

Communiqué du ministre de la Communication et des relations avec le Parlement: 18e anniversaire de l'assassinat de Norbert Zongo et de ses trois compagnons : Vivement que la lumière se fasse !

13 décembre 1998 - 13 décembre 2016, voilà 18 ans déjà que le Journaliste Norbert Zongo, directeur de publication du Journal l'Indépendant et ses trois compagnons, ont été victimes d'assassinat à Sapouy.

Norbert Zongo est tombé pour que la libre expression, la liberté d'opinion et la liberté de presse triomphent dans un Burkina Faso plus démocratique.

Les organisations professionnelles de médias, les structures de la société civile et l'ensemble des burkinabè épris de paix, de liberté et de justice, commémorent le 18ème anniversaire de cet ignoble assassinat sous le signe de l'attente forte que la vérité soit connue et que justice soit rendue.

En totale osmose avec le peuple burkinabè, qui s'est insurgé les 30 et 31 octobre 2014 contre la confiscation des droits fondamentaux et qui s'est dressé pour faire échec à la tentative du coup d'Etat de septembre 2015,

Je voudrais, en ma qualité de répondant des medias, m'associer à l'engagement de tous les citoyens pour une manifestation de la vérité et de la justice sur les circonstances de ce drame.

J'ai l'intime conviction que le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian Kaboré ainsi que Monsieur le Premier Ministre, Paul Kaba Thiéba et son gouvernement, sont solidaires des attentes des hommes et femmes de médias, de la société civile, des organisations politiques et syndicales, tous engagés dans cette quête de vérité et de justice, dont l'aboutissement participera de la consolidation de la démocratie, de la justice et de la cohésion sociale au Burkina Faso.

Je renouvèle ma profonde compassion aux familles éprouvées et formule le vœu que l'institution judiciaire apporte des réponses adéquates aux attentes légitimes du peuple burkinabè.

**Le Ministre de la Communication
et des Relations avec le Parlement**

Rémis Fulgance DANDJINO



ANNONCES



CERTIFICAT D'ETUDES EN FINANCE ISLAMIQUE (CEFI)

(Reconnu sur le plan international)

AFOGEM-SARL réponds enfin à votre sollicitation de la plus belle des manières en vous offrant l'unique occasion de bénéficier sur place à Ouagadougou des formations certifiantes en finance islamique grâce à un partenariat avec London School of Modern Studies (LSMS) du Royaume Uni. LSMS est une école de renommée internationale spécialisée dans les formations diplômantes en finance islamique en Europe. Ses diplômes sont reconnus par toutes les institutions Financières internationales Islamiques de New York, London, Francfort, Hong Kong, en passant par Jaddah à la banque islamique de développement (BID), LSMS a contribué au développement de l'industrie de la finance Islamique en formant les plus grands élites de l'industrie de la finance Islamique.

Ainsi en six mois de formation, en régime cours du soir avec AFOGEM-SARL à Ouagadougou, vous bénéficiez d'un Certificat d'Etudes en Finance Islamique (CEFI) délivré par LSMS. La formation est assurée par des théologiens du droit islamique, des banquiers et financiers, des experts et docteurs en finance islamique du Burkina Faso et du Sénégal avec l'aval des experts et professeurs en finance islamiques de LSMS. Le programme de la formation comporte huit (8) modules de formation et un rapport de synthèse à produire en fin de programme.

Le coût de la formation est de quatre cent (400 000) francs CFA payable en trois (3) tranches.

Horaires de la formation

Lundi au vendredi : 18H30-21H30

Samedi : 15H-18H

Durée de la formation : 4-6 mois

Important : Les inscriptions ont déjà commencé et se font à AFOGEM SARL, sis à Somgandé à 300 m de la clinique Notre Dame de la Paix sur le nouveau goudron menant à Tanghin. Les cours commencent le 16 janvier 2017 pour la première session. Avec les fenêtres de finance islamique au niveau des banques classiques, les multiples projets financés par la BID au Burkina Faso et l'ouverture prochaine d'une banque islamique au Burkina, venez décrocher votre CEFI et donnez-vous des chances d'employabilité dans cette industrie nouvelle de la finance islamique en pleine croissance dans toutes les régions du monde.

Pour tout renseignant, se rendre au siège de AFOGEM-SARL ou contacter **Monsieur Han-Madou ILBOUDO**, enseignant de comptabilité-gestion à l'IBAM, Directeur de AFOGEM SARL, Expert diplômé en finance islamique, Responsable local de la formation, Contact : 78 81 89 42/ 70 76 60 89, E-mail : ilboudol@yahoo.fr / afogem@gmail.com



ANNONCES



« Une école, un profil, une carrière réussie »



Institut Supérieur de Management et d'Entrepreneuriat

**OUVERTURE
INSCRIPTIONS EN
LICENCES**



Les filières concernées sont :
Finance Comptabilité - Marketing et Gestion;
Transport Logistique.

- Nombre de places par classe : 15 étudiants
- Période des inscriptions : du 29 novembre au 17 décembre 2016
- Niveau d'entrée : BTS/DTS ou diplôme jugé équivalent
- Début des cours : 20 décembre 2016.

Les cours ont lieu du lundi au vendredi de 18h30 à 21h30
et le samedi de 15h à 20h

Les plus de l'ISME

- Un programme renforcé en anglais
- Développement du marketing de soi
- La maîtrise de technologies de gestion

Rejoignez - nous sur  ISME Ouaga

**Mail : infos@isme-ouaga.com
site web : www.isme-ouaga.com**

**Infoline: +(226) 25 48 88 10
72 50 99 00**



ANNONCES

AVIS DE RECRUTEMENT D'UN RESPONSABLE DE RECHERCHE-ACTION PAYSANNE EN ELEVAGE

Contexte et justification

Diobass Burkina Faso est une organisation non gouvernementale de droit burkinabè. Elle est apolitique, non confessionnelle et à but non lucratif. Créée depuis plus de 20 ans, Diobass Burkina Faso a pour objectif de développer des dynamiques sociales, économiques et environnementales en milieu rural par la promotion de la Recherche-Action Paysanne (RAP).

La RAP vise à mettre au point des solutions endogènes ou métissées durables et adaptées aux préoccupations de productions agro-sylvo-pastorales et de gestion de ressources naturelles des producteurs et populations, à partir des connaissances, savoirs et savoir-faire paysans. Elle part des pratiques paysannes innovantes existant dans les communautés villageoises ou des problématiques de production auxquelles sont confrontées les exploitations agricoles familiales.

Dans le cadre du renforcement de son équipe technique, Diobass Burkina Faso recherche des candidatures (H/F) pour pourvoir au poste suivant.

Titre du Poste : Responsable de Recherche-action Paysanne en Elevage

Lieu d'affectation : Ouagadougou

Nature du contrat : Contrat à durée déterminée et renouvelable

Principales tâches et responsabilités : Sous la responsabilité du Secrétaire Exécutif, le Responsable de RAP en Elevage a pour responsabilité principale d'accompagner les groupes de recherche des organisations paysannes de Diobass Burkina Faso dans leurs travaux de recherche-action en Elevage.

A cet effet, il aura les tâches suivantes :

1. Coordonner des activités de la RAP dans sa zone de responsabilité ;
2. Conduire des diagnostics participatifs dans les zones d'intervention de Diobass Burkina Faso en collaboration avec les membres de l'équipe du Secrétariat Exécutif ;
3. Assurer la caractérisation des innovations paysannes de Diobass BF;
4. Accompagner les groupes de recherche et leurs organisations paysannes de Diobass BF dans la mise en œuvre des activités de recherche;
5. Assurer le suivi des groupes de recherche et leurs organisations paysannes d'origine membres de Diobass BF;
6. Assurer la formation des animateurs communautaires volontaires sur la méthode et les outils de la recherche action paysanne;
7. Participer aux réflexions stratégiques de Diobass BF pour la promotion de la recherche-action et des innovations paysannes ;
8. Contribuer au montage et à la mise en œuvre des projets de valorisation des innovations paysannes de Diobass BF;
9. Contribuer à la recherche de partenariats locaux et nationaux pour les groupes de recherche et

OP de Diobass BF en vue de l'appui à la diffusion et valorisation de leurs innovations paysannes ;

10. Contribuer à des études de référence et à des études d'impact de l'action de Diobass ;

11. Assurer la collecte, le traitement et l'analyse des données/informations et le rapportage des activités de recherche-action de la zone d'intervention de Diobass BF;

12. Collaborer étroitement avec les autres membres de l'équipe du Secrétariat Exécutif dans un esprit de travail d'équipe et pour une synergie d'action;

13. Participer activement à la vie du Secrétariat Exécutif de Diobass ;

14. Appuyer la mise en œuvre des projets collaboratifs ;

15. Exécuter toute autre tâche confiée par le Secrétaire Exécutif.

Niveau d'études et diplômes

Avoir un diplôme universitaire de niveau BAC + 4 au moins dans les domaines suivants : développement rural (agronomie, zootechnie, foresterie), économie rurale, sociologie rurale ou tout autre diplôme équivalent

Qualifications professionnelles et compétences requises

- Avoir une expérience professionnelle d'au moins 3 ans dans les projets de développement rural ou dans des ONGs ou associations de développement, dans l'accompagnement des organisations paysannes/producteurs ;

- Avoir des compétences dans l'élaboration des projets de développement, des termes de référence pour études et des contrats ou protocoles dans le cadre du partenariat ou de prestations de services ;

- Avoir des compétences dans les méthodes participatives de recherche-action, de planification et de suivi-évaluation de projets ;

- Avoir une bonne capacité de collecte, de traitement et d'analyse et de synthèse des informations/données ;

- Avoir des compétences d'élaboration, d'exécution et de suivi-évaluation de projets de développement ;

- Avoir une bonne capacité de réflexion stratégique et analytique ;

- Avoir le sens de l'initiative et de l'organisation de son travail ;

- Avoir une bonne capacité rédactionnelle (termes de référence pour études/formations, comptes rendus de missions et de réunions, rapports d'activités, etc.)

Aptitudes exigées

- Avoir une bonne maîtrise de l'outil informatique (Word, Excel, Power Point, Internet, etc.).

- Avoir une bonne capacité à travailler en équipe,

- Etre apte à travailler sous pression,

- Avoir un bon niveau d'engagement social,

- Avoir une personnalité flexible et positive,

- Avoir une bonne condition physique,

- Etre âgé de moins de 45 ans au 31/12/2016,

- Etre apte pour des sorties de terrain en zone rurale.

Type de contrat : Contrat à durée déterminée. Contrat initial d'un(1) an, renouvelable sur la base de la performance annuelle jusqu'à la fin du projet.

Disponibilité : Après le processus de recrutement, le candidat retenu devra être disponible dès le 1er janvier 2017

Composition du dossier (version papier uniquement)

- Une lettre de motivation

- Un Curriculum Vitae (CV) avec des contacts de trois personnes de référence,

- Des photocopies certifiées conformes des diplômes,

- Des photocopies des certificats ou des attestations de travail,

- Une photocopie de la carte nationale d'identité.

Dépôt de dossiers

Le dossier de candidature, sous pli fermé avec la mention «Recrutement d'un Responsable de recherche-action paysanne en Elevage » est à déposer au bureau de Diobass Burkina Faso, sis à la Cité 1200 logements, ou par courrier à l'adresse : Diobass Burkina Faso 09 BP 329 Ouagadougou 09 ; Téléphone : 25 36 03 62 ou au Cabinet NIZA - 1619, Avenue Dr Kwamé N'Krumah ; 01 BP 2768 Ouagadougou 01 ; BURKINA FASO

Tél. : (+226) 25 31 42 48

Date limite de dépôt des dossiers : au plus tard le vendredi 23 décembre 2016 à 16 heures 00

Procédure de recrutement

Présélection sur dossier suivie d'un test écrit et d'un entretien individuel.

Seules les candidatures qui présentent un intérêt pour Diobass Burkina Faso recevront une suite.

Par ailleurs, Diobass Burkina Faso se réserve le droit de ne donner aucune suite au présent avis de recrutement.



Avis de recrutement

POSTE: Yemen – A Programs Coordinator

Description

Première Urgence Internationale (PUI) is a non-governmental, non-profit, non-political and non-religious international aid organization. Our teams are committed to supporting civilians' victims of marginalization and exclusion, or hit by natural disasters, wars and economic collapses, by answering their fundamental needs. Our aim is to provide emergency relief to uprooted people in order to help them recover their dignity and regain self-sufficiency. The association leads in average 190 projects by year in the following sectors of intervention: food security, health, nutrition, construction and rehabilitation of infrastructures, water, sanitation, hygiene and economic recovery. PUI is providing assistance to around 5 million people in 20 countries – in Africa, Asia, Middle East, Eastern Europe and France.

Find out about our history and values

Humanitarian situation and needs:

Since 2011 and the Yemeni revolution, Yemen is facing major challenges and is unable to control the whole country. The transition process has failed to provide a sustainable peace in the region. The Houthis have taken advantage of certain weaknesses of the State and have taken control of important areas in the north of the country. They also take over the administration and tax collection. AQAP (Al Qaeda in Arabic Peninsula), meanwhile, took control of several cities in the governorates of Abya, Shabwah and Hadramawi in the south and west of the country. ISIL (Islamic

State of Iraq and the Levant) also took a position in the south, in the governorate of Abyan. In March 2015, a Saudi-led coalition began air strikes to support pro-government forces and try to prevent the Houthis from seizing Aden.

The armed conflict has spread rapidly throughout much of Yemen since mid-March 2015, with devastating consequences for civilians. More than a year of violence has led one of the world's poorest countries into chaos. Around 70% of the population, or 18.8 million people, now depend on humanitarian aid; 2.8 million are displaced; Dozens of schools and hospitals were the target of attacks; 14 million Yemenis are food insecure and 3 million children and pregnant or lactating women are acutely malnourished. The lack of access to safe drinking water and sanitation also affects 14.4 million people. 14.8 million people have no access to health care. A generation of Yemeni children is at risk, as nearly 2 million children do not have access to education because of conflict, poverty and discrimination. The conflict also creates serious risks to the security and psychosocial well-being of the civilian population, the first victim of violence in Yemen. Millions of people are directly affected by the conflict, and OCHA estimates that 11.3 million people are in need of protection.

The conflict has exacerbated a pre-existing crisis in Yemen. Many years of poverty and underdevelopment, the weakness of the state and the absence of the rule of law, allowing violations of human rights and other abuses have affected the Yemeni population. In addition, the conflict has reversed some progress made in recent years.

The humanitarian crisis in Yemen

is thus fueled today by conflict and widespread insecurity, large-scale population displacement, political instability, chronic food shortages, a collapse in social services and endemic poverty. The crisis has complex origins and varies in intensity across the country. Some needs are related to conflict, but others are due to underdevelopment and lack of investment in basic social infrastructure and services, poor governance, widespread poverty and Income for the populations.

Yemen still has one of the highest rates of severe chronic malnutrition among children. Indeed, a few months ago, available data showed that more than 850,000 children under the age of five were suffering from acute malnutrition. In addition, around 462,000 children under 5 are suffering from severe acute malnutrition. This represents a 63 per cent increase since late 2015 and threatens the lives and life-long prospects of those affected.

Our action in the field:

PUI continues to concentrate its intervention in the governorates of Hodeida (where PUI is historically active since 2007) and Raymah, which is a new administrative division of Yemen, taken apart from the humanitarian assistance up to now. These governorates, located in the Houthi zone in the north of the country, belong to an area that was abandoned by the central power already well before the emergence of the conflict. The number of IDPs there is very large and weight consequently on a population already living in extreme precariousness. In the governorate of Raymah access to the populations is difficult because of a mountainous environment and the weak development of communication infrastructures.

La suite à la page 15.



La suite de la page 14.

This specificity constitutes a daily challenge for the implementation of the activities by the humanitarian actors present in the area.

The core field of intervention for PUI in these Governorates is an integrated approach on nutrition including community-based activities (OTP/SFP and community mobilization as a strong component of the program, within health facilities, but also within an outreach approach and mobile clinics). Indeed, according to the latest SMART survey conducted in Hodeida in March 2016 by UNICEF and its partners, the nutritional situation is above the WHO « critical » threshold (GAM 15%) with an overall acute malnutrition rate of 21.7% and a stunting of around 49,3%. The severe acute malnutrition (SAM) rate was 3.3%, and edema was referenced.

As part of this integrated approach, PUI also implements food security/livelihoods activities, mostly consisting on general food distribution and some Food For Training activities (will start in 01/2017), primary health care and Ministry of Public Health staff capacity. In addition, water, hygiene and sanitation activities will also be part of PUI intervention in the focused area.

PUI's Yemen mission key points are:

Partnership with Government, UN agencies, INGOs and communities

Cooperation, coordination and networking with line ministries, INGOs, donors, communities and other stakeholders

Community based actions and promotion of sustainability

Capacity building

Ensuring safety and security of

PUI's property, staff and programme beneficiaries

[Click here for more information about our response to the crisis](#)

As part of our activities in Yemen, we are looking for a Programs Coordinator.

The Programme Coordinator, in coordination with HoM, ensures the development (identification of needs, proposal making), the monitoring of qualitative and operational aspects of the mission's programmes and the reporting of the projects/programs in line with the global and country mission strategy.

He/She ensures that the programs' objectives fixed with the stakeholders's are reach by the program team with high standards and quality. He/She supports the HoM in representation activities linked to programs.

He/She gives a support to the Program teams and the Country representative based in Hodeida (Yemen) and indirectly to the Project managers in Hodeida. Functional link.

Programmes: He/She gives a support to the Country representative and the program teams (Area Project Co and PM based in Yemen) and ensures the operational and qualitative aspects of programmes are put into practice properly (monitoring of objectives and workplans, respecting due dates, budget monitoring , quality control).

Evaluation / Strategy: He/She participates in creating an operational strategy and suggests new operations according to needs identified in the country and the area of the current interventions , with the support of the medical coordinator and the program teams (health/nutrition; food security/Livelihood).

Human resources: He/She supports (functional link) the Country representative and the Area Project Coordinator based in Hodeida and indirectly the Program teams (defining objectives, setting performance goals, appraisal and staff development). He/She can give support for the technical recruitment with the medical co. He/She can organize technical trainings for specific needs identified inside the program team.

He will directly supervise the grant officer and will participate to the recruitment (opened position).

Safety and Security: He/She ensures compliance to safety and security procedures in the program operation. He/She shares information regarding security on the ground with the HoM. He/She participates in the updating security plan.

Representation: By delegation from the Head of Mission, he/She ensures and coordinates PUI's sectorial representation in Yemen (or Amman) among partners, donors and different stakeholders.

Coordination: He/She ensures that information is efficiently communicated between PUI and the key stakeholders; within the team and between the teams in the field and headquarters. He/She also ensures that the program teams are properly liaising with the support team.

Logistical, administrative and financial monitoring: He/She makes sure that a logistical and an administrative procedure is supporting effectively programme implementation and alerts/relays this information to the logistical and administrative coordination team. He/She also informs them of potential operational needs that they may have. He / She guarantees

La suite à la page 16.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 15.

that the implementation of all activities is done while respecting all internal and external logistics and administrative frames.

Do not hesitate to look at the job description below for all the details you need.

To stay up to date with our new job offers, join our Facebook group My Job In The Field.

Ville Sanaa

Expériences / Formation du candidat

Formation:

Master or equivalent in Social Science, Political Science, Program Management, International Development or related field.

Experience:

Humanitarian/development

3 years as a manager of humanitarian/ and or development projects (among which at least 2 years in coordination role)

International

Successful experience in expatriate team management and the management of multisectorial programs

Technical

Knowledge of public health, wash, distribution programmes and integrated approach

Project management, coordination

Knowledge and Skills:

Excellent english writing and speaking skills

Knowledge of project management

Team management

Detailed knowledge of donors (WFP, UNICEF, OFDA, ECHO, AAP, UN agencies, etc)

Software:

Pack Office

Required Personal Characteristics:

Leadership skills and an ability to make decisions

Coordination skills

Analysis (discernment, pragmatism) and synthesis abilities

Adaptability

Organization, rigor and respect of due dates

Great ability to listen and to negotiate

Good communication skills

Ability to remain calm and level-headed

General ability to resist stress and in unstable circumstances particularly

Maturity

Team work and ability to work with others effectively

Langues parlées

Required: English

Desirable: French and/or Arabic

Fonctions Coordination, Gestion de projet

Activités Autre

Pays Moyen Orient, Yémen

Contrat CDD

Durée du contrat

Employed with a Fixed-Term Contract – 12 months

Starting date: February 2017

Salaire / Indemnité

Monthly gross income: from 2 200 up to 2530 Euros depending on the experience in International Solidarity + 50€ per semester seniority with PUI.

Cost covered Round-trip transportation to and from home / mission (travel expenses include visas, vaccines...)

Insurance including medical coverage and complementary healthcare, 24/24 assistance and repatriation

Housing in collective accommodation

Daily living expenses "Per diem"

Break policy 5 working days at 3 and 9 months + break allowance (when based in Yemen).

Paid leave policy 5 weeks of paid leaves per year + return ticket every 6 months

Documents à envoyer

Please send your application (Resume and Cover Letter) to the adress below with the following subject: « CoordoProg-YEM ».

Nom de la personne contact

Paula Cenalmor, Human Resources Officer for Expatriates.

Email de la personne contact recrutement@premiere-urgence.org

Date de fin de validité 31/01/2017



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

POSTE : POSTE : Un
coordonnateur de REPAS

Description

Vous contribuez à accroître la qualité et l'impact des programmes par la mise en œuvre d'un suivi efficace, l'évaluation, la responsabilité et le système d'apprentissage adapté au contexte local

Plus précisément, vous devrez:

Développement de la stratégie REPAS, le contexte de surveillance appropriée et d'évaluation pour les projets et le soutien de rationaliser l'utilisation ACF M & E guide et des outils au sein des projets d'ACF

le renforcement des capacités REPAS et soutien technique pour l'équipe et les opérations des programmes

Mettre en place un programme dynamique de systèmes de gestion de l'information, y compris les bases de données et des outils / M & E Formulaire d'analyse fondée sur l'expérience d'ACF dans les informations sur le terrain et la gestion

Établir un mécanisme de responsabilisation pour la mission et de superviser la mise en œuvre effective du mécanisme de responsabilisation au niveau de la mission

En effet entraîner la création d'une culture de l'apprentissage et de l'espace dans le bureau de pays institutionnalisant ainsi une culture de l'apprentissage dans le bureau de pays

Pour plus de détails s'il vous plaît se référer à la description du poste

Ville Amman

Expériences / Formation du candidat

Baccalauréat en sciences sociales, statistiques, économiques, gestion, ou les secteurs concernés (Nut, WASH, FLS)

Minimum 3 ans d'expérience professionnelle avec de suivi et d'évaluation avec les organisations internationales.

Expérience en travaillant en collaboration pour concevoir et mettre en œuvre des plans de performance de suivi, des outils normalisés de S & E et des systèmes de rapports pour les projets de plusieurs millions; expérience démontrée dans la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des interventions de projets

Eh bien versé dans le développement et la gestion de la mise en œuvre des stratégies de diffusion de l'information; expérience démontrée dans la construction et la direction d'équipes diverses et efficaces.

De bonnes compétences en informatique et aptitude à utiliser Microsoft Word et Excel, Power Point, Internet et e-mail les compétences requises avec une expérience de travail éprouvée en utilisant un logiciel statistique (SPHINX, SPSS, etc.), un logiciel SIG (QGIS, ARCGIS, collecte de données mobiles (ODK, Kobo)

Compétences analytiques et rédactionnelles

Expérience en gestion d'équipe

Très bonne capacité à travailler en équipe et la volonté de coopérer avec

tous les départements

Forte capacité de leadership et la capacité à travailler de façon autonome

Volonté de voyager vers des sites et des bases de terrain de soutien du projet en cas de besoin

Langues parlées

Maîtrise de l'anglais; Kurde et arabe un plus (pour les pays du Moyen-Orient)

Fonctions **C o o r d i n a t i o n**,
Gestion de projet

Activités **A u t r e**

Pays **M o y e n O r i e n t**, Jordanie

Contrat CDD

Durée du contrat

12 mois

Salaire / Indemnité

Reportez-vous au site Web de l'ACF

Documents à envoyer

CV (pages de max.4) et lettre de motivation

Nom de la personne contact

Marine Rudant

Postuler en ligne [h t t p : // r e c r u t e m e n t . a c t i o n c o n t r e l a f a i m . o r g / p o s i t i o n s / v i e w / 2 3 5 9 / A - M E A L - C o o r d i n a t o r /](http://recrutement.actioncontrelafaim.org/positions/view/2359/A-MEAL-Coordinator/)

Date de fin de validité 29/12/2016



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

POSTE/ :Haïti – Administrateur de base (H/F)- Port-au-Prince

Description

Durée de la mission : 2 mois, renouvelables

Localisation : Port-au-Prince

Que faisons-nous en Haïti ?

Solidarités International a travaillé en Haïti en réponse aux désastres causés par le cyclone Jeanne en Septembre 2004. Présent entre 2005 et 2007 pour deux programmes WASH et réhabilitation d'infrastructures scolaires dans les départements du Nord et du Nord-Ouest, SI est revenu en 2010 suite au séisme, et s'est rapidement trouvée investie sur la réponse à l'épidémie de choléra déclarée en octobre de la même année ; entre 2010 et 2012, SI a mis en œuvre de nombreux programmes d'urgence humanitaire dans les secteurs EHA, IDP camps et sécurité alimentaire.

Dans la zone de Port-au-Prince, SI a adapté sa stratégie à l'évolution du contexte humanitaire en étant particulièrement engagé dans l'appui au processus de retour des populations dans leurs quartiers d'origine. SI est aujourd'hui également engagée dans la lutte contre l'épidémie de choléra dans les départements des Nippes et du Sud-Est, où un programme de renforcement des capacités des Directions sanitaires (DS) et des Unités Rurales Départementales (URD) de la DINEPA est mené avec le soutien de l'UNICEF puis dans la ZMPAP en appui à la réponse donnée par la CRF (Croix Rouge Française) suite aux recrudescences du mois de novembre et décembre 2014. Le projet est actuellement financé par Unicef jusque fin décembre 2016, et sera automatiquement reconduit sur un nouvel Accord dès janvier 2017

Des programmes ECHO et OFDA en cofinancement ont été lancés début 2016 pour couvrir durant toute l'année 2016 la réponse au besoin en sécurité alimentaire et à l'approvisionnement en eau des zones touchées par la sécheresse dans le département du Sud-Est. Ces

programmes se composent d'un volet SAME (foires alimentaires, achat semences et relance agricole, achat de caprins et amélioration des techniques d'élevage) et d'un volet WASH (réhabilitation de réseaux d'eau).

En octobre 2016, suite aux importants dégâts matériels et humains causés par l'ouragan Matthew dans le département des Nippes, Solidarités International a ouvert en urgence une base dans la ville de Miragoane. Tout en maintenant dans ce département ses programmes de lutte contre le choléra financés par Unicef, Solidarités International développé une réponse en EHA dans le département des Nippes, et poursuit ses évaluations en Sécurité Alimentaire et Moyen d'Existence pour offrir aux populations du département une réponse adaptée aux besoins les plus urgents.

A l'heure actuelle (novembre 2016), la mission fonctionne avec 20 expatriés et 160 employés nationaux. Elle est composée d'une coordination en capitale d'où sont également menées les activités de Réhabilitation du Quartier de Christ Roi et pour la Réponse d'Urgence à l'Epidémie de Choléra en Zone Métropolitaine de Port au Prince, et de deux bases opérationnelles à Jacmel (département du Sud Est), et Miragoane (département des Nippes).

Description du poste :

Sous la supervision fonctionnelle du coordinateur administratif et la supervision hiérarchique du coordinateur terrain, l'administrateur assure la gestion administrative, comptable, financière de sa base, dans le respect des procédures bailleurs et Solidarités International.

Il organise le support administratif aux programmes, est le garant de la bonne application de la politique Ressources Humaines Solidarités International et est chargé de la bonne utilisation des ressources sur sa base d'affectation.

Il appuie, suit et forme les membres de son équipe.

Responsabilités et Activités principales du poste

Reporting / communication

Administration :

Gestion administrative du personnel :

Trésorerie / comptabilité :

Suivi budgétaire / financements :

Gestion administrative de la mission

Formation

POSITION DU POSTE DANS L'ORGANIGRAMME (relations hiérarchiques et fonctionnelles)

Sous l'autorité hiérarchique de: Coordinateur Administratif et Financier

Autorité hiérarchique sur: ensemble de l'équipe administrative de la Base de Port au Prince

Sous l'autorité fonctionnelle de: /

Relations fonctionnelles avec : Equipes Programmes et Logistiques de Port au Prince

Votre profil :

Formation :

Formation en comptabilité/gestion financière

Formation en droit / Ressources Humaines constitue un plus

Connaissance du milieu humanitaire / enjeux et stratégies humanitaires

Expérience :

Expérience professionnelle d'au moins 2 ans sur un poste Financier & RH

Expérience d'au moins 2 ans en ONG

Expérience forte en management

Expérience de Responsable base et/ou Coordinateur terrain est un plus

Compétences et connaissances techniques :

Capacité d'organisation, d'analyse, d'adaptation et d'esprit d'initiative

Capacités pédagogiques (savoir être et

La suite à la page 19.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 18

transmission de savoirs).

Bon sens de la communication et de l'écoute / Aisance relationnel et diplomatie

Facilités rédactionnelles, esprit de synthèse

Forte capacité de travail / Capacité à accomplir de nombreuses tâches simultanément

Compétence en gestion de personnel, encadrement, support,

Connaissance des principes de base de la gestion des Ressources Humaines indispensable

Connaissance des principes de base de la comptabilité et de la gestion financière indispensable (suivi budgétaire, trésorerie).

Connaissance des procédures RH et administratif indispensable

Connaissance des procédures des bailleurs de fonds institutionnels

Connaissance des outils Solidarités International est un plus

Informatique :

Connaissance informatique de base indispensable (Excel principalement, Word, Outlook, internet, Power point)

Connaissance des logiciels comptables (SAGA) et RH (HOMERE)

Qualités :

Engagement humanitaire important

Rigueur et professionnalisme

Sens des responsabilités et de la confidentialité;

Diplomatie et capacité à la négociation et aux compromis, ouverture d'esprit, tolérance, autonomie, calme, patience

Anticipation, adaptation, grande flexibilité, Réactivité

Expérience de la vie en collectivité dans un environnement multi culturel

Résistance face au stress et à la fatigue

Maturité professionnelle et personnelle et capacité à s'imposer dans l'équipe

Langues :

Français obligatoire / L'anglais et le créole haïtien sont des plus

Comment postuler :

Vous reconnaissez-vous dans cette description? Si oui, envoyez-nous votre CV et Lettre de Motivation en français. Les candidatures contenant uniquement les CV ne seront pas considérées.

Solidarités International se réserve la possibilité de clore un recrutement avant la date d'échéance de l'annonce. Merci de votre compréhension.

SI vous offrira les conditions suivantes :

Poste salarié : à partir de 1600 euros brut par mois, selon expérience, plus 10% de prime de congés payés versés mensuellement et Per Diem mensuel de 700 dollars.

SI prend également en charge les frais d'hébergement ainsi que les frais de déplacements entre le pays d'origine de l'expatrié et le lieu de mission.

Couverture sociale : L'expatrié(e) bénéficie d'une couverture sociale de qualité permettant de couvrir tous les frais de santé et d'une prévoyance accident incluant les risques de guerre.

Break : En cours de mission, une alternance travail – repos est assurée par des breaks prévus tous les trois mois. Sur la base d'une mission d'un an, l'expatrié prendra un break d'une semaine à 3 et 9 mois de mission (avec une participation de 500 euros versée par SI) ainsi qu'un break de 15 jours à 6 mois de mission (avec une prise en charge du billet d'avion aller et retour entre la mission et le lieu de résidence).

Maintenant que vous avez démontré votre intérêt en étant courageusement allé au bout de cette annonce vous pouvez aller en découvrir plus sur Solidarités International (www.solidarites.org)!

CONTACT : Camille De Broucker, chargée de recrutement et suivi

Fonctions Organisation, Administration

Activités Economie, Finance, Administration

Pays Amérique latine, Haïti

Contrat CDD

Postuler en ligne https://emea3.recruitmentplatform.com/syndicated/private/syd_apply.cfm?ID=PI0FK026203F3VBQB6G8N8NW6&nPostingTargetID=18532

Date de fin de validité 31/01/2017



ANNONCES

9^e Prix CSRS-Fonds Eremitage 2017

pour la Recherche
Scientifique en
Partenariat

Créé à l'occasion du cinquantième du Centre Suisse de Recherches Scientifiques en Côte d'Ivoire (CSRS) en 2001, le « Prix CSRS-Fond Eremitage pour la recherche scientifique en partenariat » est décerné tous les deux ans par la Fondation pour le CSRS. A partir de 2011, il est attribué avec le soutien financier du Fonds Eremitage à Bâle (Suisse).

BUT

Le « Prix CSRS – Fonds Eremitage pour la recherche scientifique en partenariat » a pour but d'honorer des chercheurs pour l'excellence de leur contribution à la recherche en partenariat entre des institutions scientifiques au Nord et en Côte d'Ivoire et/ou dans des pays d'Afrique de l'Ouest. Il est décerné pour des travaux de haut niveau ayant débouché sur des publications importantes et/ou des applications novatrices.

Seront pris en considération les projets en sciences naturelles et biomédicales aussi bien qu'en sciences humaines, sociales ou économiques dans les domaines suivants qui peuvent être traités de manière transdisciplinaire :

- Biodiversité et écologie comportementale
- Sécurité alimentaire et nutrition
- Parasitologie humaine et animale
- Environnement urbain et santé publique
- Changements climatiques et cadres de vie
- Gouvernance, mobilité, risques et conflits

APPEL À CANDIDATURE

Le règlement ci-après stipule les conditions d'attribution.

PRIX

Le Prix est de **CHF 10'000.- (dix mille francs suisses)** pour une équipe d'au moins deux chercheurs Nord-Sud ou Sud-Sud. La décision sera communiquée suffisamment tôt pour permettre aux lauréats de se rendre à la cérémonie de la remise du Prix au CSRS.

CANDIDATS

Peuvent être candidat/es des scientifiques reconnu/es tant pour l'excellence de leurs travaux de recherche en Côte d'Ivoire et/ou en Afrique de l'Ouest que pour leur engagement dans la coopération en partenariat Nord-Sud ou Sud-Sud. Les candidats doivent être des chercheurs principaux du projet et avoir pris une part active à sa conception ainsi qu'à l'exécution de la recherche et à la mise en oeuvre de l'application des résultats. Ils doivent avoir fait preuve de leurs compétences analytiques et méthodologiques ainsi que de leurs capacités de travail sur le terrain et avoir publié dans des revues de renommée internationale dans leur domaine.

NOMINATIONS

- Les membres des facultés des universités et institutions de recherche au Nord et au Sud, impliqués dans un travail de recherche en partenariat, peuvent soumettre une ou plusieurs nominations pour le Prix.
- Des équipes de chercheurs sont aussi autorisées à soumettre leur candidature, pour autant que chaque chercheur remplisse les conditions requises des candidats.

Le dossier des nominations (en français ou en anglais) contiendra:

1. Les nom, adresse, téléphone et adresse électronique du/de la proposant/e, resp. de l'équipe candidate
2. Une description des résultats scientifiques et la brève présentation des travaux de recherche et de leurs applications (max. 1 page)

3. Une description de l'engagement personnel des candidat/es et une explication brève des raisons qui ont conduit à la proposition de nomination, resp. à la soumission de la candidature pour le Prix (max. 1 page)
4. Les CVs avec adresse, les affiliations et la liste des publications des candidat/es
5. Une description de la relation entre celui ou celle qui a soumis la proposition et les candidat/es, resp. entre les candidat/es partenaires
6. Trois références qui pourront juger des qualifications des candidat/es.

CRITERES DE SELECTION

Le Prix sera attribué selon les critères suivants:

- l'originalité des projets et de leurs résultats scientifiques
- la prise en compte de l'applicabilité et de l'utilité des résultats pour le développement
- l'engagement des candidat/es dans la collaboration en partenariat
- la qualité de la proposition soumise.

COMMISSION DE SELECTION

La Commission chargée de l'attribution du Prix est composée de:

Président :
Dr Olivier Girardin, vice-président de la Fondation pour le CSRS

Membres :
Dr Silvia Hostettler, Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne, Suisse; **Prof. Chantal Akoua Koffi**, Département de Biologie, UFR des Sciences médicales de Bouaké; **Prof. Francis Akindes**, Sciences sociales, Université d'Allassane Ouattara, Côte d'Ivoire; **Pascal Rouamba**, bureau de la coopération Suisse, Burkina Faso; **Prof. Emmanuel Frossard**, président de la Fondation pour le CSRS; **Prof. Michel Sédogo**, directeur de recherche à l'INERA/CNRST, Ouagadougou, Burkina Faso; **Prof. Jürg Utzinger**, directeur de l'Institut Tropical et de Santé publique Suisse.

La Commission est habilitée à faire appel à des experts pour la conseiller. Elle se réserve le droit de ne pas attribuer le Prix au cas où aucun dossier ne satisfait aux conditions de sélection. Les décisions de la Commission sont irrévocables.

DELAI DE SOUMISSION

Le délai pour le dépôt des dossiers de nomination pour le 9^e Prix, qui sera décerné en 2017, est fixé au **15 janvier 2017**.

ADRESSE DE LA COMMISSION DE SELECTION ET INFORMATION

Dr Olivier Girardin, président « Prix CSRS-Fonds Eremitage pour la recherche scientifique en partenariat », FRI, Courtemelon-CP-65, 2852 Courtételle
tél +41 32 420 74 22, olivier.girardin@fri.ch



Accédez aux différents Prix et Bourses du CSRS via le QR-ci-dessus

**CSRS
Conseil de Fondation
Centre Suisse de Recherches
Scientifiques en Côte d'Ivoire**





Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien
en version numérique à télécharger.*

PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

10 12 2016 AU 17 12 2016 Groupe 4

1200 LOGEMENTS	22625360252	NATIGE	22625362800
AMITIE MIYOUGOU	22625385236	OUEDRAGO	22625371652
BETHANIA	22625313141	PIERRE TAPSOBA	22625484433
CIRCULAIRE SEDE	22625384491	PRINCIPALE	22625375415
DIAWARA	22625306068	SAHEL	22625318195
ESPOIR	22625315412	SIG NOGHIN	22625431778
CARE	22625316206	SIRA	22625431778
HIPPODROME	22625503412	SOMAGADE	22625358244
HOPITALE	22625306641	SOTISSE	22625364148
JEAN PAUL	22625418154	UNITE	22625343942
KADIAOGO	22625318788	VENEGRE	22625430587
KOUMA	22625385742	VIDAL	22625315288
LALLE	22625456725	VIEL	22625459825
LES GRACES	22660808077	WEND KUNI	22625362015
LOUIS PASTEUR	22625335867	WEND YAM	22625483047
MAIGNON	22625310120	YENNENGA	22625370337
MUSSE	22625366841	ZONE1	22625481513/53

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Sciences-Campus Info
Magazine Scientifique & Universitaire

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso

Tél: + 226 76609721

E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web:

www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations

n°5509P/2013/ CAO/TGLO/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration

OTC

Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication

Siaka GOW

Directrice des rédactions

Eliane Bayala

Equipe de reportage

- Aris KUSIELE Somda
- Bernadette Dembélé
- Valentin Mano
- Rélwendé Hervé Roamba
- Bernard M' Pempé Hien

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Grégoire Zongo
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Yves Sanou
- Frédéric Poïda
- Valentin Ouedraogo
- Blaise Sama
- Diloma Jacques
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage

Eliane BAYALA
Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746
+226 72070909



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017



ISC-BOBO

Ecole Supérieure des Sciences et Technologies

*Les bacheliers sont informés de l'ouverture des inscriptions en
1^{ère} et 2^{ème} année dans les filières suivantes :*

1. Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, option :
 - Infrastructures Hydrauliques
 - Eau et Assainissement
 - Génie Electrique et Energétique
 - Génie Civil
2. Banque et Microfinance, option :
 - Banque
 - Microfinance
 - Assurance
3. Génie Informatique, option :
 - Système d'Informations et Réseaux
 - Réseaux Informatique et Télécommunication
4. Gestion des ONG et des Associations, option :
 - Gestion et Organisation des Entreprises
 - Gestion des Projets
 - Gestion des ONG
 - Gestion des Associations
5. Autres filières disponibles
 - Marketing
 - Transport logistique
 - Finance-Comptabilité
 - Communication

*Situé au centre de la ville de Bobo, Avenue Guillaume Ouédraogo/Immeuble Sanga Mady 1^{er} et
2^{ème} étage*

01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01

Tél : +226 72 07 09 09 / +226 20 95 47 46/ +226 72 08 03 03/ +226 70 01 05 05 / +226 77 20

00 26 / Email : isc@iscbobo.com /Site WEB : www.iscbobo.com



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

FONDATION SCIENCES-CAMPUS

I S C-BOBO

Ecole des Sciences et Technologies de Bobo
Dioulasso

01 BP 2530 Bobo Dioulasso 01
Tél. : 00226 20954746
Email : isc@sicbobo.com



Burkina Faso

Unité-Progrès-Justice

APPEL A CANDIDATURES

Pour le recrutement d'étudiants de la 2e Promotion de

Licence en Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie (STEEE)

Le Président de la Fondation Sciences-Campus informe le public de l'ouverture des inscriptions pour le **recrutement de la deuxième promotion d'étudiants de Licence en Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, à l'Institut Supérieur des Sciences et Technologies (ISC-Bobo) pour la rentrée 2016-2017.**

Compétences visées : A l'issue de la formation, le titulaire de la Licence (Bac +3) disposera :

- Des connaissances en sciences de base et informatique appliquée,
- Des connaissances en techniques de base,
- Une approche des métiers à travers les enseignements de techniques appliqués dans les domaines, des Infrastructures Hydrauliques, de l'Eau et Assainissement, du Génie Electrique & Energétique, du Génie Civil, du Système d'Information et des Mines.

Débouchés : A l'issue de cette formation de six (6) semestres, le titulaire de la Licence aura acquis un bon niveau pour la poursuite des études en Master d'ingénierie ou intégrer le milieu professionnel.

Modules : Un tronc commun consacré aux enseignements en Sciences de base (Mathématiques, Biologie, Chimie, Géologie, électrotechnique...), Techniques de base (Calcul de structures, Hydraulique...), Techniques appliquées (Topographie, Dessin Technique, Génie Civil...) et les enseignements spécifiques selon les options.

Options /Filières de spécialisation: au sixième semestre les options sont orientées en :

- Infrastructures Hydrauliques
- Eau & Assainissement

- Génie Electrique & Energétique
- Génie civil

Conditions d'accès : la Licence STEEE est ouverte aux titulaires de Baccalauréat pour six semestres d'études donc 3 ans et aux titulaires des diplômes suivant ou leurs équivalents : DEUG, DUT, BTS pour deux semestre d'études donc 1 an.

Frais de scolarité : Formation : 275.000 FCFA /an, Frais d'inscription : 5.000 FCFA, Frais de session/en cas de reprise: 15.000 FCFA/UE

Autres frais : sont à la charge des étudiants, les frais de tenue universitaire, des feuilles de devoir, d'assurance pour les étrangers, de bibliothèques, les frais de transports et autres frais personnels.

Dossiers : Attestation ou dernier diplôme + Carte d'Identité et Fiche d'inscription à déposer au service de l'orientation au plus tard le 30 Septembre 2016 ou envoyer à ISC Bobo 01 BP 2530 Bobo Dioulasso 01.

Début des cours : 15 Octobre 2016 sur le campus au centre-ville de Bobo Dioulasso, Avenue Guillaume Ouedraogo.

**Le Président,
Siaka GOW**

Adresse : Avenue Guillaume Ouédraogo/Immeuble Sanga Mady/ 01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01 /

Tél. : +226 95 20 47 46 / +226 72 08 03 03/ +226 72 07 09 09/ +226 77 20 00 26

Email : isc@iscbobo.com / www.iscbobo.com / Skype : [iscforum](https://www.skype.com)

25 FEVRIER
04 MARS



25 FEBRUARY
04 MARCH

FESPACO 2017

25^e



Formation et métiers du cinéma et de l'audiovisuel
Training, Cinema and Audiovisual Trades

Ouagadougou / Burkina Faso / www.fespaco.bf

Graphic: Combing / P.201 / 01/12/2017